

## Enquête sur le contexte politique à 6 mois de l'élection présidentielle

**Le projet Dynamiques Politiques 2012 a pour objectif un suivi longitudinal de la campagne pour l'élection présidentielle 2012 afin d'étudier la structuration du vote au cours de la campagne électorale.**

L'équipe du projet Dynamiques Politiques 2012, est dirigée par Sylvain Brouard (Centre Emile Durkheim, Sciences Po Bordeaux). Participent à ce projet, des chercheurs des trois laboratoires membres de TriElec : à Sciences Po Bordeaux, Eric Kerrouche et Viviane Le Hay ; à Sciences Po Paris, Vincent Tiberj, Nonna Mayer et Florent Gougou (Centre d'Etudes Européennes) et, à Sciences Po Grenoble, Bernard Denni, Raoul Magni-Berton et Sandrine Astor (Pacte).

Ce projet de recherche est financé par le Ministère de l'Intérieur dans le cadre du projet « Dynamiques politiques 2012 » du Centre Emile Durkheim de Sciences Po Bordeaux, avec le soutien financier du Centre d'Etudes Européennes de Sciences Po Paris et de PACTE à Sciences Po Grenoble.

**Cette enquête a été réalisée par TNS Sofres les 20 et 21 octobre dernier, juste après la désignation de François Hollande comme candidat du Parti Socialiste à l'élection présidentielle de 2012.**

sur le site de TriElec <http://www.trielec2012.fr/> vous trouverez les [résultats de cette enquête](#) ainsi que des analyses menées sur les thèmes et questions suivants :

### [L'intérêt pour la politique et la campagne électorale à l'automne 2011](#)

Avec plus d'une personne sur deux (55%) déclarant s'intéresser « beaucoup » ou « assez » à la politique, trois sur quatre disant s'intéresser beaucoup ou assez à la campagne présidentielle et 78% donnant une probabilité de 10/10 d'aller voter à cette élection présidentielle, la politique semble avoir le vent en poupe chez les Français. Ces chiffres sont effectivement élevés : quelques semaines avant le 21 avril 2002, 41% des personnes interrogées déclaraient s'intéresser « beaucoup » ou « assez » à la politique, soit 14 points de moins qu'à l'automne 2011. A l'automne 2006, l'intérêt pour la politique était nettement plus faible qu'à l'automne 2011, avec 45% en septembre et 48% en décembre. Fait remarquable, l'écart de 10 points environ avec la situation actuelle se fait sur la poste « beaucoup » qui passe de 11% en septembre et 13% en décembre 2006 à 21% en octobre 2011.

### [La perception des candidats](#)

Le déroulement de la primaire citoyenne a permis à François Hollande une entrée en campagne présidentielle avec l'image la plus positive parmi les candidats testés (JL Mélenchon, E. Joly, F. Hollande, F. Bayrou, N. Sarkozy, M. Le Pen). Les deux tiers des répondants considèrent que François Hollande veut vraiment faire changer les choses, 63% estiment qu'il comprend les problèmes des gens, et enfin 62% des Français le créditent d'avoir l'étoffe d'un Président. Inversement, Nicolas Sarkozy apparaît dans l'opinion dans une posture moins favorable qu'en 2006 : s'il est toujours crédité par 57% des interviewés d'une réelle stature présidentielle, soit le même niveau qu'en 2006, il incarne beaucoup moins le changement qu'il y a 5 ans (- 28 points) tout en suscitant toujours un niveau d'inquiétude important (54%) et qui ne décroît pas.

Enfin, l'image de M. Le Pen dans l'opinion constitue l'un des enseignements importants de cette étude. Celle-ci apparaît à 6 mois de l'élection présidentielle, sensiblement différente de celle de son père en septembre 2006. Bien que le niveau d'inquiétude suscité par les candidats du FN reste très élevé (environ 64% aux deux dates), Marine Le Pen est aussi, après F. Hollande, la candidate qui incarne le mieux le changement, (57%, + 9 points par rapport à son père en septembre 2006).

### [Les souhaits de victoire à l'élection présidentielle de 2012](#)

Interrogés sur la personne qu'ils souhaitent voir élu(e) Président(e), les répondants apportent spontanément un soutien significatif à trois candidat(e)s seulement : F. Hollande (31%), Nicolas Sarkozy (17%), et M. Le Pen (8%). François Hollande est donc largement en tête, profitant de la dynamique de sa victoire à la primaire, de la visibilité médiatique qui en a découlé ainsi que de la politisation et de la mobilisation de la gauche qui en a résulté. Avec 17% de souhaits de victoire, Nicolas Sarkozy, qui n'est pas officiellement candidat à sa succession, rassemble la majorité des sympathisants UMP (61%). Toutefois, N. Sarkozy ne réussit pas à l'heure actuelle à attirer les sympathisants de toutes les composantes de la droite et du centre (respectivement 6% des sympathisants du Modem, 19% des autres partis de centre droit, et 4% de ceux du FN). Avec 8% des répondants qui souhaitent voir Marine Le Pen élue Présidente, la candidate du FN bénéficie d'une base électorale élevée mais qui, pour l'instant, repose essentiellement sur les sympathisants du FN (72%).

### Priorités budgétaires : au-delà du consensus sur la diminution de la dette et des déficits

Dans un contexte de crise, et de forte attention accordée à la dette et aux déficits publics, il paraît important de s'intéresser aux priorités budgétaires à l'orée de la campagne électorale. A cet effet la réduction des déficits et de la dette a été étudiée en les confrontant à deux enjeux plus classiques de la compétition politique : la diminution des impôts d'une part, et le renforcement des services publics d'autre part. La diminution de la dette et des déficits publics est la première priorité de notre échantillon, rassemblant une majorité de répondants (53%). Le renforcement des services publics (23%) et la réduction des impôts (19%) sont à l'heure actuelle clairement supplantés dans l'opinion comme première priorité budgétaire. Ces priorités budgétaires rassemblent cependant, chacune, autour d'un tiers des répondants comme seconde priorité. Elles n'ont par conséquent pas perdu toute pertinence malgré le contexte actuel.

### Les valeurs sociales et économiques de l'électorat en octobre 2011

Notre enquête dresse clairement le portrait d'un électorat en 2011 particulièrement en demande de protection et de redistribution. Jamais la demande de contrôle des entreprises n'a été aussi forte : à peine 40% des personnes interrogées souhaitent que l'Etat laisse plus de liberté aux entreprises, contre 53% qui demandent plus de contrôle de la puissance publique. En 2007, les proportions respectives étaient de 47% et de 51%. Les tenants du « laisser-faire » ont perdu un cinquième de leurs effectifs en 5 ans. Le retour en grâce de l'Etat se mesure dès lors que l'on sonde l'attitude à l'égard des fonctionnaires : la part des Français qui s'oppose à la réduction du nombre de fonctionnaires n'a jamais été aussi forte dans cette série initiée en 2002. Cette année-là, 50% des Français étaient contre la réduction du nombre de fonctionnaires. Ils sont 62% en 2011. De la même manière, l'opinion publique a toujours soutenu l'idée d'une taxation des plus riches, mais actuellement cette demande atteint son niveau le plus haut : 67%, contre 57% au moment où Nicolas Sarkozy est entré en fonction.